

obtenir une augmentation de son quota d'essence, produit si important pour une région qui dépend du tourisme.

Dimanche dernier en huit environ, je visitais une petite ville du Costa Rica avec un ami qui possède une voiture. Afin de décourager les automobilistes de consommer de l'essence le dimanche et pour les inciter à utiliser les autobus, toutes les pompes à essence étaient cadenassées et portaient de grandes affiches officielles. J'ai alors pensé que le Canada avait eu beaucoup de chance de ne pas avoir suggéré ce genre de rationnement, tout en allant discrètement d'une station de service à une autre avec un seau en plastique en essayant de me procurer un gallon d'essence et en tentant de faire croire, ce qui était difficile, que j'étais susceptible de devenir un client régulier.

Nous avons eu la chance d'avoir un ministre énergétique qui s'est attaqué à cette situation complexe dès le moment où elle a surgi et c'est avec la plus grande confiance que je vois maintenant le gouvernement se proposer d'accentuer sa politique afin de veiller à ce que tous les Canadiens puissent obtenir aux mêmes prix de l'essence et toute autre forme d'énergie.

Des voix: Bravo!

M. Stollery: Il s'agit d'un problème crucial qui sera résolu et il me semble que le gouvernement a pris et continue de prendre des mesures qui permettront de le résoudre de telle manière que le Canada occupera probablement, dans le monde industrialisé, la meilleure position en matière d'énergie. Nous avons la chance de posséder des ressources naturelles et également d'avoir un gouvernement dont la politique est d'utiliser ces ressources au bénéfice de tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Stollery: Il m'apparaît que les problèmes mondiaux de pénurie d'aliments et le problème de l'énergie sont étroitement associés. Ces deux questions relèvent du domaine des denrées, et toutes deux sont touchées par le marché mondial des biens et des denrées. Il est donc particulièrement heureux de retrouver, dans ce discours du trône, l'affirmation que des sources d'aliments raisonnables et sûres, et à des prix raisonnables autant pour le consommateur que pour le producteur, est une des préoccupations majeures du gouvernement. Plus on lit sur les complexités, pour ne pas dire les complications, du marché des denrées et de tous ces marchés qui s'internationalisent de plus en plus et fonctionnent apparemment comme si les cadres législatifs nationaux n'existaient pas, plus on devient perplexé devant ce grave problème.

● (1430)

[Traduction]

Le prix de l'alimentation au Canada a été sérieusement touché du fait que le dollar américain a été effectivement dévalué d'environ 27 p. 100 depuis 1967. C'est là une réalité vraiment étonnante. La valeur du dollar américain a baissé de près d'un tiers de sa valeur par rapport aux devises de la plupart des autres pays. Par exemple, elle a baissé de 36 p. 100 l'an dernier par rapport au yen japonais. A moins d'être financiers, nous ne nous intéressons guère pour la plupart à des chiffres semblables lorsque nous les voyons dans la page financière de notre journal. Nous pouvons bien lire le *Journal* de Wall Street ou encore le cahier financier du *Globe and Mail*, mais un profane comme moi-même doit posséder certaines connaissances

en économie politique pour être en mesure d'interpréter ces chiffres.

Depuis un an, j'ai acquis certaines connaissances en économie et je prévois en acquérir encore plus durant l'année en cours. La dévaluation du dollar américain qui est effectivement de 27 p. 100 influe certes sur la vie de chaque Canadien. Lorsque les fabricants japonais d'automobiles ou de téléviseurs, ou les magnats allemands de l'acier, ou de tous ceux que vous voudrez, vendent leurs produits aux États-Unis qui somme toute continuent d'être le plus vaste champ commercial et le plus important marché de consommation au monde, ils sont payés en dollars américains. Que font-ils de ces dollars américains? Ces gens, commerçants ou industriels, cherchent à protéger leur pouvoir d'achat. C'est un souci parfaitement légitime qui n'a rien à voir avec la spéculation, bien que les spéculateurs, que de nombreux gouvernements, j'en suis certain, aimeraient paralyser, exaltent artificiellement la situation.

Un avoir en dollars américains ne protège en réalité nullement votre pouvoir d'achat. Qui veut de l'argent dévalué de 27 p. 100 depuis quelques années quand il lui faudra peut-être s'en servir pour acheter du minerai de fer, du caoutchouc ou du cuivre et ensuite combler l'écart avec la monnaie du pays producteur?

Vu la situation politique de l'heure aux États-Unis, il serait difficile de compter vraiment sur le dollar des États-Unis pour l'avenir immédiat. C'est pourquoi les compagnies et industries qui détiennent de la monnaie en voie de dépréciation investissent souvent des fonds dans les seules denrées qui gardent toujours leur valeur, les denrées alimentaires. Elles acquièrent d'avance les cotations des produits alimentaires et font monter le prix d'un produit, par exemple des fèves soya. Le prix de cette denrée, qui est normalement de \$80 la tonne environ, est de \$450 à \$600 la tonne actuellement et il est même monté jusqu'à \$700 la tonne. Nous savons que ce genre de transaction existe dans le cas du pétrole et de l'or, et que le prix de l'or, à cause de cela, est monté d'environ \$30 l'once à \$175 l'once. La chose se pratique naturellement dans le cas des aliments et les prix sont moussés de façon artificielle ce qui, je le répète, porte atteinte au pouvoir d'achat de tous les Canadiens.

Le discours du trône précise que la hausse des denrées est un phénomène d'ordre mondial et signale ce grave désordre dans la conjoncture économique internationale. Sous ce rapport on y propose, dans le cas des denrées alimentaires, des prix raisonnables et pour le consommateur et pour le producteur. Comme je le disais, la valeur des denrées, dans quelques pays producteurs, a été réduite à zéro par la hausse du pétrole. D'autre part, des pays comme la Malaysia ont connu subitement la prospérité par suite de la hausse des denrées et d'une certaine autarcie dans le cas des dérivés du pétrole.

Nous, Canadiens, avons le droit, je pense, de nous indigner si les spéculateurs provoquent des mouvements artificiels dans nos prix. D'autre part, nous ne pouvons en toute sincérité nous opposer trop vivement au paiement d'un prix équitable pour quelques-uns des produits que nous importons. Nous ne saurions nous opposer à une hausse du niveau de vie des travailleurs agricoles déshérités de certains pays tropicaux, qui ne gagnent que 20 ou 50c. par jour. Comme consommateurs, nous ne pouvons nous opposer trop vivement au paiement de prix équitables pour les produits alimentaires canadiens, du moment que nous obtenons une valeur équitable.

Des voix: Bravo!